

Unité Départementale Hérault  
520 Allée Henri II de Montmorency  
CS 69007  
CEDEX 02  
34064 Montpellier

Montpellier, le 29/05/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SCORI**

CD2E La Peyrade  
34110 Frontignan

Références : -  
Code AIOT : 0006601013

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/04/2026 dans l'établissement SCORI implanté CD2E La Peyrade 34110 Frontignan. L'inspection a été annoncée le 17/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le cadre d'une action régionale qui a pour thème la prévention des risques technologiques liés aux fortes chaleurs. Cette campagne concerne principalement les sites de production et/ou de statut Seveso.

Dans les installations industrielles, les fortes chaleurs, qu'elles soient caniculaires ou supérieures aux températures observées à la même période, sont à l'origine de nombreux événements industriels, qu'elles en soient la cause ou un facteur aggravant. La région Occitanie est particulièrement concernée au regard des nombreux épisodes caniculaires rencontrés ces dernières années. Avec le changement climatique ces épisodes vont s'amplifier et peuvent concerner de nombreux

secteurs d'activité.

Le principal phénomène dangereux rencontré est l'incendie généré notamment par des fermentations ou des auto-échauffements de matières, produits ou déchets, des effets loupe, mais aussi des surchauffes électriques ou de matériel, des montées en température ou en pression et également des feux de broussailles. Les moyens en eau nécessaires sont importants et parfois difficiles à mobiliser en période de fortes chaleurs.

Lors de la visite les points suivants ont notamment été abordés :

- prise en compte des effets liés à des épisodes de fortes chaleurs (substances sensibles à la chaleur, surchauffes, dégradation d'équipements de sécurité, dimensionnement des systèmes de refroidissement ... ) dans l'analyse des risques,
- prise en compte dans les procédures d'exploitation, par anticipation et sur la base d'alertes météorologiques, des situations liées aux fortes chaleurs,
- vérification que les réserves en eau incendie sont suffisantes et utilisables.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCORI
- CD2E La Peyrade 34110 Frontignan
- Code AIOT : 0006601013
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société SCORI, filiale du Groupe SUEZ, exploite une plateforme dédiée au traitement des déchets. Le site traite environ 60 000 tonnes de déchets par an pour une capacité autorisée de 92 000 tonnes par an. Il est constitué des unités suivantes :

- l'unité de fabrication des combustibles solides de substitution (CSS) : mélange à la pelle mécanique, broyage de déchets solides (conditionnés ou en vrac), d'absorbants et d'emballages et matériaux souillés,
- l'unité de fabrication des combustibles liquides de substitution (CLS) : mélange, homogénéisation et filtration de déchets solides, pâteux et liquides de type résidus liquides d'hydrocarbures, boues pâteuses organiques et minérales, huiles usagées,
- l'unité de préparation solution aqueuse à faible valeur énergétique (G2000) : mélange et filtration essentiellement d'eaux industrielles polluées et aussi d'eaux souillées, en vue de leur élimination ou valorisation en substitution de l'eau du réseau de distribution dans les cimenteries.

L'encadrement réglementaire de l'exploitation du site est assuré par les arrêtés préfectoraux des 12 avril 2005, 30 décembre 2011, 27 août 2014, 6 décembre 2019, 21 octobre 2022 et 20 octobre 2023. Le site est classé SEVESO seuil haut, en raison de la quantité stockée de substances dangereuses pour les organismes aquatiques. Il relève également de la directive sur les émissions industrielles (IED).

**Thèmes de l'inspection :**

- AR - 14
- NATECH

## **2) Constats**

## 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                           | Référence réglementaire                       | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---------------------------------------------|-----------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 1  | Analyse de risques liés aux fortes chaleurs | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.2 | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 4 mois                |
| 7  | Détecteurs                                  | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55  | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 2 mois                |
| 11 | Débroussaillage                             | Autre du 12/07/2023, article L. 134-6         | Demande d'action corrective                                                                                                | 2 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                              | Référence réglementaire                      | Autre information |
|----|----------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|-------------------|
| 2  | Matières, produits ou déchets                                  | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 | Sans objet        |
| 3  | Contenants de matières, produits ou déchets                    | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59 | Sans objet        |
| 4  | Conditions de stockage de matières, produits ou déchets        | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59 | Sans objet        |
| 5  | Mesures constructives, refroidissement des locaux              | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 | Sans objet        |
| 6  | Surveillance des installations en cas de fortes chaleurs       | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59 | Sans objet        |
| 8  | Fiabilisation des équipements de réfrigération/refroidissement | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56 | Sans objet        |
| 9  | Installations                                                  | Arrêté Ministériel du 04/10/2010,            | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle                    | Référence réglementaire                      | Autre information |
|----|--------------------------------------|----------------------------------------------|-------------------|
|    | électriques et surchauffes           | article 66                                   |                   |
| 10 | Disponibilité de la ressource en eau | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59 | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant est sensibilisé aux risques liés aux fortes chaleurs. Il a présenté une diapositive dans laquelle sont listées les causes principales des incendies ainsi qu'un document intitulé "Check-list Bonnes pratiques - Préparer l'été en toute sécurité". Sur le terrain, des actions sont mises en œuvre : rondes avec relevé de température, surveillance des cuves et rétentions notamment dans le cadre de la problématique du retrait-gonflement des argiles, contrôle des caractéristiques des déchets reçus sur le site... Il est cependant demandé à l'exploitant de vérifier les plages de fonctionnement des caméras thermiques et des détecteurs de fumées.

De plus, concernant le débroussaillage, il est conclu que l'exploitant, avec l'appui de l'inspection, reprenne contact avec la caserne de pompiers de Frontignan afin de connaître les actions concrètes à mettre en œuvre avant la période estivale.

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que le groupe Suez avait débuté, cette année, une réflexion sur l'adaptation au changement climatique des sites de gestion des déchets dangereux. Un questionnaire permettant d'évaluer la sensibilité des sites est en cours de développement et sera testé prochainement. Il permettra de déterminer les points forts, les points faibles et d'établir un plan d'actions. L'inspection a suggéré que le site de Frontignan teste le questionnaire établi par le groupe et définisse, le cas échéant, un plan d'actions.

Lors des échanges plus larges sur le changement climatique, l'exploitant a également indiqué qu'il était associé à l'étude sur le retrait du trait de côte entre les communes de Frontignan et de Marseillan menée par l'agglomération de Sète avec l'appui du cabinet Urban Act sur le volet intégration paysagère du site industriel dans le paysage du bassin de Thau. Le projet a été présenté lors de la commission de suivi de site (CSS) de juin 2025. A date, le projet est bien avancé mais est freiné par l'absence de subvention et l'exploitant a fait savoir qu'il ne pouvait pas supporter seul son financement.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Analyse de risques liés aux fortes chaleurs

|                                                                                   |
|-----------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.2    |
| <b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Analyse de risques liés aux fortes chaleurs |
| <b>Prescription contrôlée :</b>                                                   |
| Arrêté du 26/05/2014                                                              |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Article 7</p> <p>[...]</p> <p>2. Analyse de risques</p> <p>L'analyse de risques, au sens de l'article L. 181-25 du code de l'environnement, constitue une démarche d'identification, de maîtrise des risques réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. Elle décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels. Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite.</p> <p>[...]</p> <p>Cette démarche d'analyse de risques vise principalement à qualifier ou à quantifier le niveau de maîtrise des risques, en évaluant les mesures de sécurité mises en place par l'exploitant, ainsi que les dispositifs et dispositions d'exploitation, techniques, humains ou organisationnels, qui concourent à cette maîtrise.</p> <p>Elle porte sur l'ensemble des modes de fonctionnement envisageables pour les installations, y compris les phases transitoires, les interventions, les marches dégradées prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité, de manière proportionnée aux risques ou lorsque les dangers sont importants.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'étude des dangers (EDD - version du 12/11/2020) aborde les conditions climatiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• activités réalisées à l'intérieur des bâtiments - bassin Schmidt et bâtiment fosses à pâteux : les conditions climatiques ne représentent pas de potentiels de dangers particuliers ;</li> <li>• stockage en extérieur - hall de stockage : la température maximale enregistrée dans la zone d'étude (43,5°C) n'est pas suffisamment élevée pour générer des potentiels de dangers significatifs (échauffement, inflammation).</li> </ul> <p>Le plan d'opération interne (POI) prévoit la conduite à tenir lors d'un incendie de produits en fosse suite à un échauffement - scénario 9). Lors des échanges, l'exploitant a précisé que ce phénomène pouvait concerner notamment les composts ou les boues de traitement des eaux déclassées et qu'il n'était pas lié exclusivement aux fortes chaleurs mais pouvait également survenir en hiver.</p> <p>Le groupe Suez a débuté, cette année, une réflexion sur l'adaptation au changement climatique des sites de gestion des déchets dangereux. Un questionnaire permettant d'évaluer la sensibilité des sites est en cours de développement et sera testé prochainement. Il permettra de déterminer les points forts, les points faibles et d'établir un plan d'actions.</p> <p>Lors des échanges, il est suggéré que le site de Frontignan teste le questionnaire établi par le groupe et définisse, le cas échéant, un plan d'actions.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'informer l'inspection des installations classées des résultats de l'étude menée par le groupe Suez et déployée sur le site de Frontignan.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 4 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

**N° 2 : Matières, produits ou déchets**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Matières, produits ou déchets                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Arrêté du 04/10/2010<br>Article 49<br>État des matières stockées<br>[...]<br>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.<br>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.<br>[...]                                                                    |
| <b>Constats :</b><br><br>Les déchets hydroréactifs et ceux disposant d'un point éclair inférieur à 61°C ne sont pas acceptés sur le site.<br>L'état de l'ensemble des matières stockées est disponible de façon dématérialisée et mis à jour quotidiennement en fin de journée à partir des informations remontées par la supervision. Il mentionne : <ul style="list-style-type: none"><li>• les volumes et les pictogrammes de dangers pour chaque matière ;</li><li>• la localisation des zones de stockage et la typologie de déchets associés.</li></ul> Il est imprimé puis transmis au gardien en fin de journée. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

**N° 3 : Contenants de matières, produits ou déchets**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Contenants mobiles de matières, produits ou déchets                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Arrêté du 04/10/2010<br>Article 59<br>Consignes d'exploitation et de sécurité<br>[...]<br>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.<br>[...] |
| <b>Constats :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Les grands récipients pour vrac (GRV) contenant les déchets reçus sur le site sont broyés au niveau du broyeur implanté dans le bassin Schmidt et traités dans la filière des combustibles solides de substitution (CSS) à l'exception des contenants provenant d'une entreprise en particulier (Cf. partie confidentielle).</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant ne fournit pas de GRV à ses clients.</p> <p>Le déchargement, la gestion et l'élimination des conditionnés sont décrits dans le mode opératoire "PFRMO008".</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

**N° 4 : Conditions de stockage de matières, produits ou déchets**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Conditions de stockage de matières, produits ou déchets</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté du 04/10/2010<br/>Article 59<br/>Consignes d'exploitation et de sécurité<br/>[...]<br/>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.<br/>Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :<br/>[...]<br/>-les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;<br/>[...]</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les déchets dangereux produits sur le site (chiffons de l'activité maintenance par exemple) rejoignent la filière des combustibles solides de substitution (CSS). Il y a peu ou pas de stockage temporaire sur le site concernant ce type de déchets.<br/>Le mode opératoire "PFRMO063 Élimination déchets internes" décrit les règles de gestion des déchets sur le site.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

**N° 5 : Mesures constructives, refroidissement des locaux**

|                                                                                                |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47</p>           |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Mesures constructives, refroidissement des locaux</p> |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté du 04/10/2010<br/>Article 47</p>              |



|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Principes généraux de prévention des risques.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.</p> <p>Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.</p> <p>Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Il n'existe pas, sur le site, de mesure particulière pour limiter la température dans les bâtiments industriels.</p> <p>En effet, l'étude de danger du 12/11/2020 conclue que les conditions climatiques ne représentent pas de potentiel de dangers pour les activités réalisées à l'intérieur des bâtiments.</p> <p>En cas de perte électrique, les vannes se ferment (fonctionnement du site en sécurité positive). Les activités s'arrêtent. Les process mis en œuvre sur le site consistant à mélanger les déchets sans réaction chimique, il n'y a pas de risque d'emballement de réaction chimique.</p>                |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

#### N° 6 : Surveillance des installations en cas de fortes chaleurs

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Surveillance des installations et d'équipements de sécurité</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté du 04/10/2010<br/>Article 59<br/>Consignes d'exploitation et de sécurité<br/>[...]<br/>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.<br/>[...]</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le site n'a pas mis en place de suivi des alertes météo particulier. Toutefois, en journée, les agents circulent sur tout le site et de 17h30 à 5h30, des rondes sont effectuées par un agent de sécurité incendie disposant de la compétence SIAP (sécurité incendie et d'assistance à personnes). 5 rondes sont prévues au minimum mais la fréquence peut être augmentée en cas de besoin. Les agents de sécurité qui interviennent sur le site (2 agents et un chef de poste) connaissent les différentes zones de stockage des déchets. La surveillance est réalisée à l'aide d'un pistolet thermique et concerne essentiellement les cuves et les stocks de déchets. Les consignes de sécurité sont décrites dans la présentation "PRFMO166". Les températures relevées sont consignées sur un document prévu à cet effet. L'inspection a pu consulter le document établi par l'agent lors de sa ronde de 3h30 du matin le 16/04/2026. Par ailleurs, le bassin Schmidt et le</p> |

bâtiment fosses à pâteux disposent, respectivement, de 7 et 4 caméras thermiques et le hall des conditionnés est équipé de détecteurs de fumées.

Par ailleurs, l'étude des dangers (EDD) en vigueur mentionne l'implantation du site en partie en zone d'aléa fort concernant le retrait-gonflement des argiles. Dans ce cadre, la surveillance des installations est réalisée de la manière suivante :

- contrôle annuel, par un technicien de maintenance, des cuves et des rétentions suivant une check-list pré-établie. Le dernier contrôle a été réalisé le 21/05/2025.
- contrôle décennal par une entreprise extérieure de la cuve DORR 3 (1000m3) de stockage des combustibles liquides de substitution (CLS) dans le cadre du Plan de Modernisation des Installations Industrielles (PMII) et contrôle annuel interne. Le dernier contrôle décennal a été réalisé le 06/03/2026 ; il ne fait état d'aucune anomalie constatée.

Les contrôles annuel et décennal sont planifiés sur le logiciel de maintenance et les rapports y sont enregistrés.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : Détecteurs

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55

**Thème(s) :** Actions régionales, Détecteurs

**Prescription contrôlée :**

Arrêté du 04/10/2010

Article 55

Surveillance et réseau de détecteurs

A.-L'exploitant met en place un réseau de détecteurs tel que prévu dans son étude de dangers. Il met en place des détecteurs dans les zones identifiées comme pouvant être à l'origine d'incendie ou d'explosion définies dans l'étude de dangers et pouvant conduire à un ou des phénomènes dangereux identifiés conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que dans les locaux abritant des équipements concourant à la protection des installations (local de la pomperie incendie, local des alimentations de secours ...).

Les détecteurs, leur positionnement et leur nombre sont adaptés aux risques identifiés.

L'exploitant tient à disposition les justificatifs de conception et dimensionnement du réseau de détecteurs. Il tient à jour, la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, détermine et met en œuvre les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant respecte les conditions de fonctionnement et d'entretien définies par le fabricant de ces détecteurs. Le déclenchement des détecteurs et les actions correctives ou préventives menées sont tracées.

[...]

**Constats :**

Des caméras thermiques sont présentes au niveau du bassin Schmidt et du bâtiment fosses à pâteux.

De plus, le bassin Schmidt est équipé de deux boucles thermo-fusibles.

Par ailleurs, des détecteurs de fumées sont présents dans le hall des conditionnés.

|                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>                                                                                                                                                                                    |
| Il est demandé à l'exploitant d'indiquer à l'inspection les plages de fonctionnement de ces équipements, l'objectif étant de savoir si ces équipements sont sensibles aux fortes chaleurs qui pourraient être mesurées à l'intérieur des bâtiments. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                               |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois                                                                                                                                                                                                               |

**N° 8 : Fiabilisation des équipements de réfrigération/refroidissement**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Fiabilisation des équipements de réfrigération/refroidissement                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Arrêté du 04/10/2010<br>Article 56<br>Utilités<br>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.<br>[...] |
| <b>Constats :</b><br><br>Sans objet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

**N° 9 : Installations électriques et surchauffes**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Installations électriques et surchauffes                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Arrêté du 04/10/2010<br>Article 66<br>Installations électriques<br>A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.<br>[...] |
| <b>Constats :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Seul l'affineur du combustible solide de substitution (CSS), implanté dans le bâtiment Schmidt, a été identifié comme équipement critique par l'exploitant. Son fonctionnement conditionne toute la filière de production du CSS sur le site. Cet équipement fait l'objet d'une vérification annuelle permettant de vérifier son bon état (dernière vérification réalisée le 13/05/2026). Par ailleurs, 2 sondes contrôlent la température du roulement pour éviter la casse. En cas de constat d'augmentation de la température, une opération de maintenance préventive est organisée. Lors de la visite et concernant les installations électriques, l'inspection s'est attachée à s'assurer que les équipements sensibles aux fortes chaleurs avaient été identifiées par l'exploitant et qu'il prenait les mesures nécessaires en cas de détection d'une anomalie.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |

**N° 10 : Disponibilité de la ressource en eau**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Disponibilité de la ressource en eau</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté du 04/10/2010<br/>Article 59<br/>Consignes d'exploitation et de sécurité<br/>[...]<br/>- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;<br/>[...]</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Deux réserves d'eau incendie de capacité 240 m3 (bâche bleue) et 420 m3 sont présentes sur le site. Cette dernière est équipée de sonde de niveau.<br/>De plus, l'agent SIAP, effectue un contrôle du local source, du local incendie et vérifie la centrale de détection incendie lors de sa ronde journalière. Les points à contrôler sont explicités dans la consigne PFR.MO.166.<br/>Par ailleurs, les réseaux eau de ville et incendie sont séparés et aucun piquage ne peut être fait pour se brancher sur le réseau incendie. L'arrosage est effectué sur le réseau eau de ville.<br/>Enfin, le fonctionnement des groupes motopompes est testé tous les vendredis.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

**N° 11 : Débroussaillage**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Autre du 12/07/2023, article L. 134-6</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Débroussaillage</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'obligation de débroussaillage et de maintien en état débroussaillé s'applique, pour les terrains situés à moins de 200 mètres des bois et forêts, dans chacune des situations suivantes :<br/>[...]<br/>8° Aux abords des installations mentionnées à l'article L. 515-32 du code de l'environnement, sur une profondeur de 100 mètres à compter des limites de propriété de l'établissement ; le</p> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| représentant de l'Etat dans le département peut augmenter cette profondeur, sans toutefois qu'elle excède 200 mètres.                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Concernant le débroussaillage, l'exploitant confirme qu'il effectue un débroussaillage sur une bande de 10 m de part et d'autre de la clôture. Suite aux échanges, il est conclu que l'exploitant, avec l'appui de l'inspection, reprenne contact avec la caserne de pompiers de Frontignan afin de connaître les actions à mettre en œuvre avant la période estivale.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Suite aux échanges, il est conclu que l'exploitant, avec l'appui de l'inspection, reprenne contact avec la caserne de pompiers de Frontignan afin de connaître les actions concrètes à mettre en œuvre avant la période estivale.</p>                                                                                       |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |